

FORDs, cheminots, postiers, public et privé, étudiants... La lutte de chacun est celle de tous !



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

4 avril 2018

Contact : CENON
Christine HERAUD
npacenonfloirac@gmail.com

Contact : LORMONT
Mónica Casanova
06 84 38 98 48
npa.lormont@yahoo.fr
Mairie de Lormont,
rue André Dupin,
33310 Lormont

NPA33
99 rue Camille Sauvageau -
33800
BORDEAUX
www.npa33.org
contact@npa33.org

Jeudi 22, nous étions des centaines de milliers dans la rue dans tout le pays (500 000 d'après les syndicats). Bien sûr les plus nombreux étaient les salarié-e-s du public puisque l'intersyndicale nationale les appelait plus particulièrement à la grève, et les cheminot-e-s (massivement montés à la manifestation parisienne pour ceux qui ont pu). Mais la journée a mobilisé bien au-delà : des salarié-e-s d'entreprises privées, grandes ou petites, des étudiant-e-s et lycéen-ne-s, des retraité-e-s, des privé-e-s d'emploi, beaucoup ont saisi l'occasion pour dire leur colère.

A Bordeaux, nous étions près de 16 000. Plusieurs pré-rassemblements étaient organisés, comme celui des facteurs dont la grève, partie il y a 3 semaines des bureaux de poste de Cenon et Bastide, s'étend un peu plus chaque jour. Ils étaient plusieurs centaines de tout le département, auxquels se sont joints des salariés de Ford, du CHU, de la Carsat, de l'Inspection du travail... pour rejoindre la manifestation où les drapeaux se mélangeaient, salariés,

jeunes, retraités, chômeurs, syndiqués ou non... pour dire le ras le bol collectif, le refus de la casse de nos conditions de travail et de vie.

Après le 22 mars, construire la convergence

Après ce succès, beaucoup s'interrogent sur la nécessité de construire la suite et les possibilités de faire que les luttes convergent, se renforcent les unes les autres.

Qu'il s'agisse d'imposer à Ford de maintenir l'emploi à Blanquefort, à La Poste de revenir sur la réorganisation du travail des facteurs (qui aurait des conséquences innombrables sur les conditions de travail et sur le service rendu aux usagers), d'empêcher la casse de la SNCF et du statut des cheminots, d'obliger le gouvernement à embaucher dans les hôpitaux, dans l'enseignement et l'ensemble des services publics au lieu de supprimer 120 000 postes comme il l'a programmé... nous ne pouvons gagner seuls.

L'offensive que mènent les patrons, qu'ils soient américains, français ou autres, et le gouvernement est la même : leur seule préoccupation est de réduire la part des richesses qui revient aux salariés. Ils n'ont qu'un mot à la bouche : « *réduire les coûts* » ! Comme si c'étaient nous qui « *coûtions* » et non les actionnaires qui avalent toujours plus de dividendes ! Et c'est pour pouvoir mieux arroser les patrons de subventions diverses, que le gouvernement sabre les services publics, réduit les effectifs, dépouille les hôpitaux, les administrations. C'est à cette logique qu'il nous faut mettre un coup d'arrêt !

La question clé demeure la construction d'une mobilisation de masse contre ce gouvernement, qui fasse le lien entre la défense des services publics et les salarié(e)s du privé attaqués par la mise en œuvre de la loi travail.

Pour que le printemps soit vraiment chaud, mobilisons-nous toutes et tous !

En plus des mobilisations déjà en cours, d'autres sont annoncées : dans les hôpitaux, avec plusieurs dizaines de sites où il existe des conflits ; à Air France où après des journées de grève en février et mars sur les salaires, d'autres sont annoncées le 30 mars et les 3 et 7 avril ; à la SNCF bien sûr, avec la grève qui a commencé le 3 avril ; mais aussi dans les finances publiques à Paris et dans la collecte et le traitement des déchets où la CGT appelle à la grève reconductible à partir de cette date. Une nouvelle journée interprofessionnelle est annoncée pour le 19 avril.

C'est donc un combat qui s'engage, entre le monde du travail, les classes populaires et le gouvernement Macron. Plus nous serons nombreux/ses à participer à ce combat, à un mouvement massif, avec des grèves et des manifestations, plus nous aurons la possibilité de mettre un coup d'arrêt à la politique de ce gouvernement.

Car, 50 ans après Mai 68, il y a encore plus de raisons de se révolter pour imposer une société débarrassée des profits et de l'exploitation.

Qui sommes-nous, le NPA ?

Travailleurs du public ou du privé, en CDI ou en CDD, précaires, intérimaires, chômeurs, retraités, étudiants ou lycéens de toutes origines, nous faisons partie du monde du travail, de tous ceux qui font tourner la société par leur travail manuel ou intellectuel en échange d'un salaire ou d'un revenu.

Ceux qui détiennent les richesses, qui dirigent les usines avec les banques et l'aide de l'État qui les protège avec ses lois, sa police et son armée, volent notre travail en ne nous payant qu'une partie des richesses immenses que nous contribuons à créer : c'est l'exploitation capitaliste que nous combattons au quotidien.

Notre parti, le Nouveau Parti Anticapitaliste, se veut un outil pour mener ce combat au travail, dans nos quartiers ou lieux d'études, pour nous organiser, lutter, défendre les idées de l'émancipation des opprimés, pour une société moderne, collective, socialiste, communiste débarrassée de l'exploitation capitaliste et de ses frontières qui divisent les peuples. Pour en discuter, pour nous rejoindre, contactez-nous !

Solidarité avec les factrices et facteurs en grève !

Les facteurs de plus de 20 Postes de Gironde font grève depuis plus de 3 semaines. Comme leurs collègues de Rennes, ils se battent contre les réorganisations de la direction qui voudrait les obliger à travailler plus avec une coupure méridienne non payée, prolongeant leur journée jusqu'à 17 voire 19h pour faire en plus de la distribution d'autres activités vendues par La Poste comme « *veiller sur mes parents* ». Ce n'est pas leur métier, mais celui de professionnels d'aide à la personne et d'autres services publics que le gouvernement supprime !

La direction de La Poste veut aussi leur imposer de distribuer le courrier trié avant leur tournée par des CDD ou intérimaires (et non plus par eux-mêmes) et de ne distribuer le courrier aux usagers que 3 fois par semaine, parfois même l'après-midi, selon le tarif du timbre payé. Seules les entre-



prises et ceux qui ont les moyens auront leur courrier tous les matins.

Et quand les postiers contestent cette politique, La Poste les sanctionne comme Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92 dont la Ministre du Travail Pénicaud vient d'autoriser le licenciement refusé par l'Inspection du Travail !

Les facteurs sont loin d'être ces nantis de fonctionnaires « privilégiés » comme dit le gouvernement. Ils sont comme nous tous soumis à des cadences de plus en plus infernales, au manque d'effectifs.

En attaquant les conditions de travail des postiers, la direction s'attaque aussi au service public postal, au service rendu aux usagers bien mis à mal par la précarité et les bas salaires depuis longtemps.

Ils ont raison de se battre. Nous sommes tous des postiers !

Profits pour les actionnaires, reculs pour les salariés : le ras-le-bol des salariés de Carrefour

Pas un seul caddie sur le parking de Carrefour Lormont, vendredi et samedi dernier, sinon quelques vieux regroupés par la Direction ! Les salariés étaient en grève comme dans la plupart des Carrefour du pays, suite à l'annonce par la direction - apprise par la presse ! - d'un plan de 2 400 licenciements et la fermeture de 273 magasins Dia. Mais leur colère est bien plus générale. Leur prime annuelle, qui correspondait à un mois de salaire jusqu'en 2013 s'est réduite cette année à 57 euros bruts. Une aumône, quand l'action Carrefour est en hausse et que les actionnaires se partageront 356 millions de dividendes ! Dès vendredi matin les arrivées de camions étaient bloqués et les salarié-es ont manifesté dans la galerie marchande pour distribuer des tracts et discuter de leurs revendications, trouvant un accueil très solidaire auprès des clients.

Comme tous les patrons, Carrefour fait son profit sur le dos des salariés qui ne cessent de voir leurs revenus et leurs conditions de travail se dégrader : moins de personnels, plus de rendements, et le management de petits chefs sous pression dans le plus grand mépris des salariés. Les conditions deviennent invivables. Le temps pour les toilettes est programmé à l'avance, certains salarié-es, seul-es à leur rayon ou à la caisse sont obligé-es de fermer sur ce temps ou sont remplacé-s par des cadres qui leur font bien sentir qu'il n'est pas question de traîner...

C'est ce ras-le-bol accumulé qui a explosé à l'annonce du « plan de transformation » du groupe. Une saine colère qui rejoint celle des nombreux salariés de Ford, de la SNCF, de la santé, d'Air France...

Comment faire des économies sur le dos des chômeurs

Le gouvernement multiplie les attaques contre les chômeurs sous prétexte de lutter contre le chômage. Les contrôles vont être accentués avec l'augmentation du nombre d'agents (de 200 à 600 et peut-être 1000). A cela s'ajoute l'obligation pour les chômeurs de remplir un « *carnet de bord* » justifiant de leur recherche.

De nouvelles sanctions vont être mises en place. Un rendez-vous manqué à Pôle Emploi pourrait entraîner la perte de la moitié des allocations pendant 4 mois voire plus. Les critères de ce qu'ils appellent « *une offre raisonnable d'emploi* » seront révisés régulièrement. En cas de refus, c'est la radiation pendant 2 mois (2 semaines actuellement) et la perte d'une partie des droits. En poussant les chômeurs à accepter n'importe quel boulot et des conditions de travail dégradées, le gouvernement supprime peu à peu les droits dont bénéficient les chômeurs. Nous sommes tous concernés car cela va tirer tous les salaires vers le bas.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement envisage de supprimer le cumul allocations/salaire. Cela concerne les chômeurs qui exercent une activité réduite (854 000 en 2016). Une façon de leur voler une partie de leur indemnisation et de faire les poches aux plus démunis et plus fragiles. Le gouvernement prévoit l'adoption de cette réforme qui sera présentée au conseil des ministres fin avril par décret.

S'en prendre aux chômeurs, c'est les rendre responsables de leur situation. Les vrais responsables, ce sont les patrons licencieurs. Oui, des contrôles sont nécessaires mais pour traquer les 80 milliards de fraudes fiscales sans compter sur l'optimisation fiscale légale des grandes entreprises.

Si ce tract vous plaît, faites-le circuler ! Si ce tract vous plaît, faites-le circuler ! Si ce tract vous plaît, faites-le circuler !